



**AgEcon** SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

## Effets d'un éventuel élargissement de la CEE

Francesco Lechi

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Lechi Francesco. Effets d'un éventuel élargissement de la CEE. In: Économie rurale. N°123, 1978. L'agriculture dans les rapports euro-méditerranéens. pp. 60-61;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1978.2547>

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1978\\_num\\_123\\_1\\_2547](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1978_num_123_1_2547)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

# EFFETS D'UN ÉVENTUEL ELARGISSEMENT DE LA CEE SUR LE SECTEUR VIANDE

Francesco LECHI

*Istituto di Estimo Rurale e Contabilità, Milano*

L'intégration des économies finira par intéresser tous les produits, et le poids croissant de la consommation de viande sur les balances alimentaires des pays méditerranéens en question, en pleine phase de croissance économique, peut amener des conséquences d'une grande importance, vu le potentiel de l'offre. La production animale y représente 30 à 40 % de la production agricole, quantité non négligeable, mais bien éloignée des 70-90 % des pays nordiques.

Ces dernières années, la Communauté Européenne a atteint un équilibre dans le secteur des viandes bovines et porcines, avec un taux d'autoapprovisionnement égal à 100 % ; cette situation est d'ailleurs le résultat de compensations internes, qui mettent le Royaume-Uni et surtout l'Italie dans la position de gros importateurs du reste de la Communauté. L'expérience vécue par les Italiens permet d'analyser les conséquences d'une élévation des niveaux de vie. Entre 1955-59 et 1973, la consommation de viande est passée, en Italie, de 25,6 kg par habitant à 66,3 kg (dans la CEE à neuf : 81 kg), en Espagne de 21 à 48 kg (+ 132 %, au Portugal de 25 à 45 kg (+ 80 %), en Grèce de 22 à 43 kg (+ 96 %). Les tendances sont donc les mêmes.

Les différences peuvent être attribuées entre autre, à l'influence de la base alimentaire de départ (poissons et mollusques au Portugal et en Espagne, 30 et 23 kg/habitant respectivement en 1955/59, montés ensuite respectivement à 41 et 34 kg. en 1973). Une composante spécifique à l'Italie est la structure de la consommation, en conséquence de la relance des revenus due à la forte pression syndicale. La plus forte consommation de viande a été enregistrée entre 1962 et 1973 ; dans les trois pays candidats, le phénomène est constaté sous une forme atténuée, mais la tendance récente indique une typologie de développement semblable à celle de l'Italie.

La structure interne de la consommation de viande est apparue, jusqu'à présent, plus équilibrée en Espagne, au Portugal et en Grèce qu'en Italie : dans les trois pays, les viandes de moindre prix, comme les (porcins et ovins) ont relativement plus d'importance, ainsi que le poisson.

En 1973 la viande bovine représentait 42 % de la consommation totale en Italie, elle n'était que de 24 % en Espagne, 27 % au Portugal, 31 % en Grèce, avec

des valeurs analogues ou légèrement inférieures à celle des 8 autres pays de la Communauté. De telles répartitions sont surtout la conséquence des prix relatifs et dérivent d'un fort développement de la consommation porcine dans la péninsule ibérique, et ovine en Grèce.

La politique des trois pays en question, contrairement à celle de l'Italie, a pu favoriser, par des méthodes efficaces, les « viandes alternatives », mais pourrait par ailleurs recevoir un contrecoup de l'intégration dans la CEE ; il faudrait donc que soient prévues les actions nécessaires pour atténuer un éventuel déséquilibre en faveur des viandes bovines, plus difficiles à produire localement. En Italie le taux d'autoapprovisionnement en viande bovine est passé, après l'entrée dans la Communauté, de 85 % (1961) à 56 % (1975).

Les importations de viande dans les pays ibériques et en Grèce ont été contenues grâce au développement relativement plus modeste et à une plus grande différenciation de la consommation, à un niveau bien plus faible.

Mais avec l'élargissement de la CEE, ces niveaux d'importation pourraient d'ailleurs varier pour la viande bovine, quoique de façon réduite, vers des valeurs semblables à celles du « modèle italien ». Pour les productions porcines et avicoles aussi, il pourrait y avoir des contrecoups ; il ne faut pas sous-évaluer la situation de l'Espagne et du Portugal, qui importaient en 1973 respectivement 27 et 8 mill. qx de maïs.

Contrairement à ce qui s'est passé en Italie, on a vu comment les trois pays ont, jusqu'à présent, presque entièrement satisfait par leurs propres productions, une demande intérieure accrue, en canalisant la consommation surtout vers les porcins, les poulets et les ovins, et en important les céréales fourragères nécessaires à ces productions.

L'élargissement de la Communauté peut comporter, par ailleurs, une moindre élasticité et autonomie sur les choix politiques productifs, et créer des conditions qui portent à réduire le potentiel productif du patrimoine zootechnique, à cause d'un pouvoir concurrentiel plus réduit. Cela dépend du niveau des coûts, lié pour les bovins à la base alimentaire, au niveau technologique et aux structures des élevages. Le temps et les éléments disponibles ne sont pas suffisants pour permettre un

examen approfondi, mais, dans ce cas aussi, l'expérience italienne peut fournir des indications utiles à ce propos.

En 1975, le patrimoine zootechnique est le suivant : *Bovins* (en millions de têtes) : Italie, 8,5 ; CEE, 77,5 ; Espagne, 4,4 ; Grèce, 1,2 ; Portugal, 1,2. *Porcs* : CEE, 68,7 millions ; Italie, 8,9 millions ; Espagne, 7,9 millions, Portugal, 2,2 millions ; Grèce 858.000 têtes. *Ovins* : Espagne, Grèce et Portugal ensemble, 8,4 millions ; Espagne, 20,3 millions ; Italie, 8 millions.

Tandis que les politiques nationales ont permis des hausses de consistance des bovins en Espagne, au Portugal et en Grèce, respectivement de 26 %, 29 % et 7 % entre 1958/60 et 1975, on a observé en Italie une nette diminution de 14 %, qui a commencé à partir de 1968, après que l'on avait enregistré pendant plusieurs années une légère tendance à la croissance. L'inversion de la tendance est due surtout à la concurrence des pays communautaires, même si, en réalité et du moins en partie, l'intégration économique plus étroite a réduit, au niveau de production, les inconvénients mentionnés plus haut ; en effet, la quantité de viande produite a augmenté pendant ces années grâce à une meilleure productivité, à la politique communautaire qui prime l'engraissement des veaux, réduisant l'abattage pour la production de viandes blanches, et au phénomène récent de l'engraissement, dans la plaine du Pô, du bétail importé des autres pays de la Communauté.

La pression concurrentielle des pays du Nord devrait d'ailleurs se faire sentir également dans les trois autres pays, comme cela s'est passé en Italie. En effet, les variables fondamentales de ces productions (base alimentaire, technologie, structures), qui influent sur la production à prix relatifs égaux, jouent au détriment des pays méditerranéens.

La base fourragère est certainement moins bonne dans les pays à climat plus sec, et, exception faite des régions atlantiques et du Nord de la Grèce, les précipitations sont partout réduites, d'ailleurs, les régions les plus pluvieuses dans les trois pays sont justement celles qui ont un réseau de petites entreprises, où les coûts sont plus élevés. En Italie, la réduction des têtes de bétail a intéressé presque tous les élevages ayant moins de 20-30 têtes de bovins ; ceci laisse en suspens de nombreuses questions pour les élevages ibériens des régions basques, de la Galice, du Portugal septentrional.

Le niveau de technologie même n'est pas partout comparable à ceux des pays communautaires plus septentrionaux (surtout en Grèce et au Portugal). En Grèce, la part des vaches laitières est de 67 %, avec des productions moyennes de lait de 15 qx en 1973, qui

s'élèvent à 25 qx au Portugal, où la proportion des vaches est de 40 %. De ce point de vue, l'Espagne est dans une meilleure position, étant donné que les productions unitaires sont de 29 qx, et que les vaches ont une incidence de 34 % sur le total ; mais dans ce cas aussi, les valeurs sont inférieures à celles des pays nordiques. En réalité, les données sur l'Espagne indiquent un gros effort d'amélioration, avec une nette diminution des vaches sur le total et un rapport viande produite/têtes de bétail élevées qui est supérieur à celui de bien des pays communautaires, excepté l'Italie, où l'engraissement du bétail a modifié favorablement le rapport. De tels efforts pourront difficilement porter, en peu de temps, à la parité avec les pays plus septentrionaux, et il faut évaluer avec attention le contrecoup d'une rapide intégration.

L'importance des ovins pour la Grèce, et la faible part des fromages et du beurre dans les productions et la consommation ibérique (où les produits laitiers sont représentés essentiellement par le lait de consommation), pourraient permettre des politiques autonomes plus précises. Mais une très étroite connexion entre les productions de viande et de lait dans de vastes zones ne peut en réalité qu'atténuer, mais difficilement éviter entièrement le risque que le « cas italien » ne se répète pour la zootechnie.

La politique d'intégration du secteur zootechnique dans la CEE doit être appliquée graduellement. Le principe d'une libéralisation rapide doit être réexaminé, du moins dans le secteur bovin, où l'intégration comporte des restructurations onéreuses pour les pays méditerranéens. Sans altérer la logique de base de la CEE, il s'agit de préserver certains potentiels productifs dont l'élimination peut s'avérer irréversible et qui ne doivent donc être sauvegardés que dans les cas où il existe réellement une possibilité de récupération (même à long terme), en termes concurrentiels, par une amélioration de la technologie et des structures. En outre, les transformations nécessaires pour donner un pouvoir compétitif valable à ces situations, comportent des investissements, des améliorations techniques et des délais qui ne sont pas suffisamment pris en considération dans la politique communautaire actuelle.

L'expérience italienne pourrait être étudiée attentivement afin d'éviter que des cas analogues ne se répètent. On devrait même, profitant de cette expérience, corriger les erreurs du passé en réexaminant la possibilité de transformation de vastes situations zootechniques par des investissements et des améliorations technologiques calibrées suivant les délais nécessaires à l'intégration totale, afin d'arriver à créer un marché unique effectif, ayant les moindres coûts réels possible, même sur une période plus longue.